



**ACADÉMIE
DE LYON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Rectorat de l'académie de Lyon
Direction des personnels
d'encadrement**

Publié le 20 mai 2022

**Le recteur de la région académique
Auvergne-Rhône-Alpes
Recteur de l'académie de Lyon
Chancelier des universités**

VU le code général de la fonction publique ;
VU le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et notamment son article 20 ;
VU l'arrêté du 5 octobre 2005 portant délégation de pouvoirs des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports aux recteurs d'académie en matière de recrutement et de gestion de certains personnels stagiaires et titulaires relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, notamment son article 7 ;

ARRETE

Article unique : Les attachés d'administration de l'Etat dont les noms suivent sont inscrits, au titre de l'année 2022, au tableau d'avancement au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat.

Les arrêtés individuels de promotion seront pris par le ministère.

Civilité	Nom d'usage	Prénom
Mme	BERNIZET	Monique
Mme	BLEROT	Catherine
Mme	BONNARD	Evelyne
M.	DECHANET	Nicolas
Mme	GLEYZE	Delphine

**Fait à Lyon, le 20 mai 2022
Pour le recteur et par délégation,
Le secrétaire général de l'académie,**

Olivier Curnelle

Voies et délais de recours en page 2



**ACADÉMIE
DE LYON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Rectorat de l'académie de Lyon
Direction des personnels
d'encadrement**

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,

- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois :*

-à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;

-ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite — c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision — vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.*

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

**4 mois pour les agents demeurant à l'étranger*